

Unité départementale du Haut-Rhin
DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
2 PLACE DU GÉNÉRAL DE GAULLE
CS 71354
68070 Mulhouse Cedex 1

Mulhouse, le 01/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/06/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CORPLEX (ex DS SMITH Plastics)

75 route de Lapoutroie
CS 20027
68240 Kaysersberg Vignoble

Références : 0006700763_2024_06_24_Corplex_VIIC_incendie
Code AIOT : 0006700763

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/06/2024 dans l'établissement CORPLEX (ex DS SMITH Plastics) implanté 75 route de Lapoutroie CS 20027 68240 Kaysersberg Vignoble. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CORPLEX (ex DS SMITH Plastics)
- 75 route de Lapoutroie CS 20027 68240 Kaysersberg Vignoble
- Code AIOT : 0006700763
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Corplex (ex DS SMITH plastics) fabrique divers produits en polycarbonate et polypropylène à partir de granulés plastiques comme des caisses pour l'industrie automobile, pharmaceutique. L'installation est mitoyenne de la papeterie DS SMITH.

Thèmes de l'inspection : Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Plan d'intervention	Arrêté Préfectoral du 01/10/2001, article 16.3	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
4	Système d'extinction automatique	Arrêté Préfectoral du 01/10/2001, article 16.2	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Contrôles du réseau d'extinction automatique	Arrêté Préfectoral du 01/10/2001, article 16.2	Sans objet
3	Alimentation en eau	Arrêté Préfectoral du 01/10/2001, article 16.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les rapports de vérification du système d'extinction automatique en cas d'incendie mentionnent des non conformités depuis 2018.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/10/2001, article 16.3
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant établit un plan d'intervention qui précise notamment : <ul style="list-style-type: none"> • l'organisation, • les effectifs affectés, • le nombre, la nature et l'implantation des moyens de lutte contre un sinistre répartis dans l'établissement, • les moyens de liaison avec les Services d'incendie et de secours...
Constats : L'exploitant ne dispose pas d'un plan d'intervention tel que décrit dans la prescription contrôlée. En revanche, il a présenté les documents suivants : <ul style="list-style-type: none"> • le planning d'astreinte de l'encadrement, • les plans d'évacuation par zones où sont indiqués entre autres les moyens de secours, la localisation des risques, les arrêts d'urgence, les consignes pour tout le personnel, • la liste des équipiers de première intervention, • les livrets de la formation 2023 des équipiers de premiers secours qui intègrent des éléments de procédure en cas d'incident. Les éléments présentés ne sont pas suffisants pour considérer qu'il s'agit d'un plan d'intervention comme décrit dans la prescription. En effet, à titre d'exemple, l'organisation en cas d'incident n'est pas précisée, les interactions avec le poste de garde et la société mitoyenne ne figurent pas dans ces documents.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de réaliser son plan d'intervention conformément à la prescription contrôlée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Contrôles du réseau d'extinction automatique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/10/2001, article 16.2
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Prescription contrôlée : [...] Le réseau d'extinction automatique fait l'objet des contrôles minimum suivants : <ul style="list-style-type: none">• hebdomadaire [...],• semestriel [...]
Constats : L'installation d'extinction automatique à eau est gérée par DS SMITH, société mitoyenne qui dispose de la centrale incendie dans ses locaux. La vérification du système a lieu : <ul style="list-style-type: none">• tous les semestres par une société spécialisée. Les dernières vérifications ont eu lieu le 10 juin 2024 et le 03/08/2023.• toutes les semaines par DS SMITH. Lors de la visite, l'inspection a constaté la présence d'un classeur de vérifications où sont archivés les rapports hebdomadaires du système. Les 2 dernières vérifications ont eu lieu les 12/06/2024 et 19/06/2024.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Alimentation en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/10/2001, article 16.2
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Prescription contrôlée : [...] L'alimentation en eau est assurée par 2 sources [...]
Constats : La source 1 équipée du moteur Diesel est raccordée au réseau « Chabal » (1ère dérivation de la rivière la Weiss). La source 2 équipée d'un moteur électrique est raccordée à la seconde dérivation de la Weiss via le canal usinier. Lors de la visite, l'inspection a constaté la présence de ces 2 sources dans 2 bâtiments différents.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Système d'extinction automatique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/10/2001, article 16.2
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Prescription contrôlée : L'installation est pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie [...] conformes aux réglementations en vigueur [...] : -d'un réseau d'extinction automatique ; [...]
Constats : Lors de la visite, l'inspection a constaté la présence effective d'un système d'extinction dans les locaux visités : les ateliers de transformation et extrusion polycarbonate et les ateliers de transformation et extrusion polypropylène. Concernant la conformité aux réglementations en vigueur, le rapport de l'organisme de

vérification du 10/06/2024 indique 6 points de non-conformités datés de 2018. Le dernier rapport de vérification du 03/08/2023 indiquait 10 points de non-conformités. Le rapport ne mentionne pas en conclusion de points de non conformité susceptibles de mettre en échec le système. Le rapport de vérification fait référence à la règle R1 de l'APSAD.

L'exploitant a indiqué que ces travaux sont prévus pour 2025 et a présenté son plan d'action suite au rapport de vérification du 03/08/2023.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6 mois